



L'arnaque verte : oppression, conflits et résistance

Bulletin du WRM 268

Décembre 2023

[Accéder au Bulletin depuis le site WRM](#)

[Inscrivez-vous au Bulletin](#)

Indice

NOTRE OPINION. Résister à l'illusion d'une extraction « verte ».....	2
Le parc industriel KIPI révèle le vrai visage sale et destructeur de la transition « verte » de l'Indonésie.....	5
Expansion des plantations d'arbres pour les marchés du carbone : de nouvelles preuves de fraudes à la compensation.....	13
Quant aux projets carbone en Amazonie : comment justifier des contrats qui durent une génération ?.....	17
Nouvelle publication: Systèmes de certification de la « durabilité » : 30 années de tromperies et de violences.....	21
Cameroun : Les femmes sont décidées à récupérer leurs terres occupées par la société palmicole Socapalm/Socfin.....	24
Chili : La résistance au modèle forestier dans le Wallmapu, territoire mapuche.....	27
Avant, pendant et après la victoire pour la défense de la vie au Panama.....	31
RECOMMANDATIONS.....	36
Abus sexuels systémiques dans le cadre d'un projet renommé de « compensation » carbone au Kenya	
Déclaration de solidarité avec la lutte décoloniale du peuple palestinien	
Outils pour lutter contre les fausses solutions climatiques	
Atlas des pesticides	

NOTRE OPINION

Résister à l'illusion d'une extraction « verte »

Près de 30 ans de négociations des Nations Unies sur le climat ont abouti à la mise en place de politiques et de pratiques qui facilitent l'expansion constante de l'économie fondée sur les combustibles fossiles (et de ses profits) tout en dissimulant ses impacts négatifs inexorables sur les territoires où elle s'étend.

Près de 30 ans de négociations des Nations Unies sur le climat ont abouti à la mise en place de politiques et de pratiques qui facilitent l'expansion constante de l'économie fondée sur les combustibles fossiles (et de ses profits) tout en dissimulant ses impacts négatifs inexorables sur les territoires où elle s'étend. En particulier, le fantasme de la compensation carbone comme solution à la crise climatique est de plus en plus présent parmi les méthodes de greenwashing des sociétés cherchant à développer leurs activités, malgré les preuves de plus en plus nombreuses de leur incapacité totale à réduire les émissions ou la déforestation – [comme l'ont récemment dénoncé plusieurs organisations](#). Cependant, les stratégies adoptées par les sociétés ne peuvent pas cacher la nature oppressive et coloniale de leurs avancées dans le Sud global. C'est précisément pour cette raison qu'elles se heurtent à une forte résistance lorsqu'elles arrivent sur les territoires des peuples et des communautés.

Les articles de ce numéro du Bulletin du WRM peuvent être répartis en deux parties. La première dénonce quatre initiatives qui se présentent comme « vertes » ou « socialement bénéfiques » afin de garantir que les activités d'extraction et de production puissent se poursuivre sans entrave. Après tout, ces activités sont le moteur de l'économie capitaliste, qui est à son tour la principale cause des problèmes que ces initiatives « vertes » prétendent contribuer à résoudre. La deuxième section met en lumière trois expériences de résistance des territoires face aux assauts des sociétés.

Le [premier article](#) met en évidence les contradictions inhérentes à la soi-disant « transition énergétique » en expliquant comment « la plus grande zone industrielle verte du monde », dans le Kalimantan, en Indonésie, conduira en fait à une intensification de l'extraction du charbon dans la région. Dans le même temps, ce projet de plusieurs milliards de dollars menace de s'approprier et de détruire les moyens de subsistance et les espaces de vie interconnectés dont dépendent les communautés locales, aussi bien sur terre qu'en mer. Ces communautés sont en première ligne pour résister à ce parc industriel et défendre la vie.

Les deux articles suivants mettent en lumière les différentes conséquences de deux types de projets qui prétendent réduire les émissions de carbone et qui dépendent largement des territoires communautaires. [L'un dénonce la tendance à l'expansion de plantations d'arbres problématiques](#), surtout dans les pays du Sud global, avec l'argument que les arbres « compenseront » la pollution émise ailleurs. Cela va des grandes plantations en monoculture soutenues par le secteur de la pâte à papier à des plantations aux noms séduisants soutenues par des fonds d'investissement au moyen de contrats abusifs avec les communautés autochtones.

[L'autre article](#) se penche sur les contrats abusifs pour la mise en place de projets REDD (Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts) dans la région amazonienne du Brésil, en particulier sur la manière dont ils portent atteinte aux pratiques autochtones millénaires et à l'avenir des générations futures des communautés.

Le [quatrième article](#) présente une vue d'ensemble de la logique perverse des systèmes de certification qui, au cours des 30 dernières années, ont attribué des labels de « durabilité » et de « responsabilité » à des entreprises issues de différentes industries destructrices, telles que celles de la pâte et du papier, de l'huile de palme et des compensations carbone, entre autres. Ces labels ignorent souvent complètement les violations commises par les sociétés et légitiment leur présence sur les territoires des communautés.

Les deux articles suivants dénoncent également le greenwashing des monocultures industrielles par le biais de la certification, mais l'accent est mis sur les expériences de résistance et d'organisation des populations.

Au Cameroun, les femmes organisées au sein de l'association Afrise [ont crié un « Assez ! »](#) audacieux et déterminé contre la société de plantation de palmiers à huile Socapalm/Socfin, qui est responsable de décennies de « souffrances, d'abus, de violations, de vols, de faim, de frustrations et de violations » de leurs corps, de leurs droits et de leur dignité. Nous exprimons notre entière solidarité avec ces femmes qui, dans un remarquable esprit d'entraide mutuelle, ont déclaré qu'elles ne toléreront pas la replantation de monocultures de palmiers à huile sur leurs territoires.

L'article suivant présente une [interview de Pablo Reyes Huenchumán](#), membre d'une communauté mapuche au Chili, sur les impacts du modèle forestier violent imposé dans le pays, qui est fondé sur des plantations de monoculture à grande échelle, mais aussi sur les réalisations et les difficultés des populations autochtones Mapuche pour défendre leurs communautés et leurs vies. Pablo a expliqué comment les Mapuches sont parvenus à récupérer leurs territoires depuis plus de 20 ans, montrant que l'auto-organisation et la résistance sont des éléments clés pour la défense des terres et de l'autonomie des peuples autochtones.

Enfin, nous mettons en lumière un [processus de résistance réussi au Panama](#), où les populations se sont mobilisées et ont remporté une victoire historique contre une filiale de la société minière canadienne First Quantum Minerals. Après plus de 25 ans de résistance aux impacts de l'exploitation minière de l'or et du cuivre et face à de nouvelles menaces pour les communautés vivant dans et autour de ces zones minières, les opérations minières ont été annulées. Prenant en considération les exigences environnementales, sociales et de souveraineté formulées par les manifestants, la Cour suprême de justice du Panama a déclaré inconstitutionnelle la licence accordée à l'entreprise, ordonnant ainsi la fermeture de ce qui constitue la plus grande mine de cuivre à ciel ouvert d'Amérique centrale.

Et, comme d'habitude, nous republions un article d'un ancien Bulletin que nous considérons comme toujours pertinent et d'actualité. Aujourd'hui, dans le contexte de la récente conférence de

l'ONU sur le climat à Dubaï, la relecture de l'article [Climatologie / Idéologie](#) permet de comprendre que la timide et plus que tardive mention des énergies fossiles dans le texte final de la conférence ne représente en aucune manière un espoir, dans la mesure où la prépondérance d'une vision extrêmement réductrice du problème climatique dans cet espace reste inchangée.

C'est à partir des territoires où les gens sont organisés que la vie sera défendue et que le système dépendant des énergies fossiles sera combattu. Rejoignons la lutte et disons aux entreprises à but lucratif : vous ne passerez pas !

Le parc industriel KIPI révèle le vrai visage sale et destructeur de la transition « verte » de l'Indonésie

Le président Jokowi qualifie le parc industriel KIPI (Kalimantan Industrial Park Indonesia) de « plus grande zone industrielle verte du monde ». Mais en réalité, le projet KIPI n'est rien de tout cela. Il va occasionner une utilisation massive de combustibles fossiles, un accaparement des terres et de l'eau, tout en menaçant d'expulsion forcée des milliers de personnes vivant dans les communautés côtières. ([Disponible en indonésien](#))

Situé le long de la côte du kabupaten (département) de Bulungan, dans la partie méridionale de la province du Kalimantan du Nord, le parc industriel indonésien de Kalimantan (« KIPI ») a été présenté par le président indonésien Jokowi comme « la plus grande zone industrielle verte du monde ». (1) Les travaux de construction ont été officiellement lancés en décembre 2021.

Le gouvernement affirme que le projet KIPI fera une utilisation des ressources efficiente et efficace, qu'il assurera la promotion de produits et technologies tels que les batteries de véhicules électriques (VE) et les panneaux solaires pour l'économie dite « verte » et « bas carbone », et que son empreinte carbone sera nettement inférieure à celle des parcs industriels « ordinaires », car KIPI s'appuiera sur des énergies « renouvelables ».

Les préparatifs liés à KIPI ont commencé en 2015, lorsque le gouvernement provincial du Kalimantan du Nord a proposé au gouvernement central de créer une zone économique spéciale dans la région, dotée d'un port international. Le gouvernement central a validé le projet en 2016, tout en déclarant KIPI « projet stratégique national » en 2017.

L'investissement total attendu est estimé à 132 milliards USD. Des entreprises chinoises ont déjà investi des sommes importantes dans le projet (2), ce qui permet aux travaux de construction en cours de progresser à grande vitesse.

Décryptage du projet KIPI : rien d'autre que des mensonges

Cependant, le projet KIPI vient en fait contredire la propagande « vertes » du gouvernement. Tout d'abord, il consiste en un accaparement massif de 9 866 hectares de terres, et ceci rien que pour sa phase initiale de mise en œuvre. (3) Il se traduit par l'expulsion d'au moins 5 000 personnes, des habitants des communautés de Tanah Kuning et Mangkupadi, cette dernière incluant Kampung Baru, un petit village situé à la limite sud du projet. En outre, pour les infrastructures portuaires et les activités offshore connexes, le projet KIPI s'accompagnera de l'accaparement de 175 854 hectares supplémentaires du littoral, ce qui représente une diminution par un facteur cinq de l'espace de vie maritime des communautés. Globalement, le projet KIPI entraînera des

destructions majeures des moyens de subsistance dynamiques et diversifiés de ces communautés fortement liées à la terre et à la mer, aux mangroves, aux champs agricoles et aux forêts.

En outre, les activités industrielles prévues sur le site jusqu'à présent (4), qui prétendent être « efficaces » dans l'utilisation des ressources, s'accapareront, dans les faits, selon l'Évaluation de l'impact environnemental. 39 450 560 m³ d'eau par an, en particulier dans les rivières Pindada et Mangkupadi. Cela équivaut à 1,5 fois la consommation annuelle d'eau des 700 000 habitants de la province du Kalimantan du Nord. En contrepartie, 248 440 m³ d'eaux usées seront déversés toutes les quatre heures, prétendument après « traitement », dans les rivières locales et la mer, qui constituent les artères qui irriguent le mode de vie et les moyens de subsistance des communautés.

La consommation d'électricité des activités prévues jusqu'à présent est estimée à 11 404 GWh par an. Pour donner un ordre de grandeur, Tanjung Selor, la capitale du Kalimantan du Nord, ne consomme que 14,3 MWh en période de pointe, soit même pas 1 % de la demande énergétique du parc KIPI. (5) La promesse d'une « énergie renouvelable » se traduira en réalité par une centrale électrique au charbon de 5 GW, dont la construction est prévue dans le kabupaten (département) de Bulungan. Si cette centrale à charbon pourrait être mise en service en deux ans, la construction de l'installation d'« énergie renouvelable » hydroélectrique prendrait quant à elle beaucoup plus longtemps (voir plus bas dans cet article).

La demande en charbon de KIPI équivaut au niveau de production autorisé pour 37 des plus grandes installations d'extraction de charbon du Kalimantan du Nord. Cet exemple vient une fois de plus démontrer que le discours sur les « énergies renouvelables » des projets « verts » à grande échelle repose en fait largement sur les combustibles fossiles. En outre, l'utilisation de l'énergie du charbon vise à satisfaire des intérêts particuliers dans une région où le charbon est disponible en abondance.

La construction de ce parc industriel « vert », qui consommera encore plus de combustibles fossiles (6), n'a pas empêché l'Indonésie de recevoir 610 millions USD de prêts du Partenariat pour la transition énergétique (JETP) et du Mécanisme de transition énergétique de la Banque asiatique de développement. Ces prêts soutiennent la politique indonésienne censée mettre fin à la construction de nouvelles centrales électriques au charbon. Astucieusement, le gouvernement autorise par décret présidentiel (n° 112/2022) la construction d'un plus grand nombre de centrales électriques au charbon dans le cas où elles sont destinées à alimenter des zones industrielles comme le parc KIPI.

L'accaparement des terres s'accompagne de conflits d'intérêts, de pratiques illégales, d'irrégularités et de criminalisation

Les élites économiques et les fonctionnaires se sont apparemment associés et organisés, non seulement pour s'approprier les terres nécessaires à KIPI, mais aussi et surtout pour tirer le plus grand profit financier possible du projet. Il est urgent et nécessaire de mener une enquête beaucoup plus approfondie sur les pratiques illégales et les irrégularités, notamment les forts

soupons de corruption.

Un premier groupe important d'irrégularités concerne le processus de révision du plan d'aménagement du territoire dans le kabupaten de Bulungan. Tout a commencé lorsque les autorités provinciales ont injecté des fonds dans le gouvernement du kabupaten de Bulungan pour qu'il revise son document et sa politique d'aménagement du territoire. Cela s'est fait rapidement, en pleine pandémie de Covid-19 et sans aucun débat public. Un nouveau plan d'aménagement du territoire 2021-2040 a été créé, imposant une nouvelle zone industrielle de 16 400 hectares pour accueillir le projet KIPI. Une autre révision du plan est prévue pour garantir la concrétisation de la projection annoncée par le président Jokowi lorsqu'il a lancé KIPI en 2021 : ce dernier pourrait atteindre 30 000 hectares. En 2021, KIPI a déjà été déclaré « Projet stratégique national » (PSN), lui offrant ainsi un « permis » pour des pratiques illégales, commettre des irrégularités et des violences contre les personnes et la nature, telles que les expulsions forcées, en tandem avec la très contestée loi Omnibus. (7)

Garibaldi Thohir, officieusement appelé Boy, est un personnage clé parmi les élites économiques indonésiennes impliquées dans KIPI. Le président Jokowi a nommé Boy président du consortium des trois entreprises qui gèrent les travaux de construction de KIPI : PT Kalimantan Industrial Park Indonesia (PT KIPI), PT Indonesia Strategic Industry (8) et PT Kayan Patria Propertindo. (9) Boy est le frère aîné d'Erwin Thohir, ministre des Entreprises publiques du gouvernement de Jokowi. En outre, Boy est également l'un des propriétaires de PT Adaro Minerals Indonesia, la société qui sera chargée de la gestion de PT KIPI et détient une participation dans l'une des principales activités de KIPI : la fonderie d'aluminium PT Kalimantan Aluminum Industry. Et Boy dispose de bien d'autres relations. (10)

Par l'intermédiaire de la société malaisienne TSH Logistics, Boy est également l'un des propriétaires de la société de plantations de palmiers à huile PT Bulungan Citra Agro Persada (BCAP), qui détient une concession de 9 500 hectares dans le kabupaten de Bulungan, qui se trouve à 100 % dans la zone d'implantation prévue de KIPI. Sur la base de documents présentés à JATAM et au WRM, les communautés accusent PT KIPI et PT BCAP non seulement de définir unilatéralement le prix des terres, mais aussi d'offrir d'acheter les terres des gens en utilisant la catégorie de concession destinée aux plantations de palmiers à huile appelée HGU - Hak Guna Usaha. La catégorie qui devrait s'appliquer aux terres utilisées pour une zone industrielle est la catégorie de concession HGB - Hak Guna Bangunan, pour laquelle les prix des terres sont beaucoup plus élevés.

Les villageois dénoncent le fait qu'une fois que Boy et d'autres élites commerciales et étatiques s'approprient les terres, ils changent la catégorie de HGU en HGB et revendent ensuite les terres à un prix beaucoup plus élevé au consortium KIPI. En outre, les villageois ont également révélé à JATAM et au WRM comment les entreprises augmentent illégalement la taille des terres. Pendant ce temps, les autorités locales sont de connivence. (11)

Les communautés résistent : « Ce que nous respirons, ce n'est plus l'odeur du poisson en train de sécher, mais celle de la poussière des gros véhicules. »

Samsu, un chef de communauté du village de Kampung Baru, refuse l'arpentage des terres. Pour lui, c'est là que commence l'accaparement des terres et donc l'expulsion. Il rejette le plan de « relocalisation » proposé par les entreprises : « (...) où serons-nous déplacés ? Est-ce équivalent en termes de superficie du terrain et d'emplacement aux terres de Kampung Baru que nous occupions auparavant ? Depuis 2021, date à laquelle il est devenu porte-parole de la lutte contre l'expulsion de Kampung Baru, il continue de souffrir de la criminalisation et a été dénoncé à trois reprises à différents services de police.

M. Aris, un autre villageois, a été dénoncé à la police et arrêté après avoir filmé sur son téléphone portable la manière dont PT KIPI a envahi ses terres avec des véhicules lourds et des bulldozers le 16 décembre 2022. Son fils Imran affirme : « Nous avons des droits sur la terre » et PT KIPI « veut faire peur aux communautés », ajoutant que son père a été traité comme un criminel terroriste, simplement pour avoir défendu le territoire de la communauté.

De nombreuses autres tactiques sont utilisées pour contraindre et diviser les communautés, telles que la manipulation des documents d'acquisition des terres, l'obligation pour les résidents de signer des procès-verbaux sans informations claires, le recrutement de lobbyistes pour persuader les autres habitants de céder des terres et les aider à les mesurer, l'utilisation du terme « compensation » pour endormir les gens afin qu'ils cèdent leurs terres, etc.

En outre, le gouvernement a stoppé tous les nouveaux investissements dans l'école primaire de Kampung Baru. Les villageois expliquent que si de nouveaux élèves entrent dans l'école, ils devront apporter leurs propres chaises. En pratique, le gouvernement est déjà en train de rayer Kampung Baru de la carte.

Même si le prix du terrain est plus élevé, le projet KIPI n'est prêt à payer que pour les petites zones où sont situées les maisons des habitants. Cela signifie que si les gens vendent, ils perdent également la mer, les mangroves, les rivières, les champs agricoles, les forêts, l'histoire, les souvenirs et tout ce qui fait partie de leur territoire, de leur culture et de leur identité, et qui attire également de nombreux touristes. Une trame de vie vulnérable et délicate dont dépendent les moyens de subsistance des habitants de Tanah Kuning, Mangkupadi, y compris Kampung Baru.

Aujourd'hui, les villageois sont déjà confrontés à des restrictions et à des impacts dus aux travaux de construction de KIPI et sont très inquiets pour leur avenir. La communauté de Tanjung, par exemple, est déjà confrontée à de graves difficultés pour satisfaire ses besoins en eau. Elle achète de l'eau pendant les longues périodes de sécheresse, qui peuvent durer des mois. Les habitants craignent que leur situation n'empire avec l'augmentation de la pollution de l'air et de l'eau liée au projet KIPI.

Les frontières sociales et écologiques du territoire des habitants de Tanah Kuning et de Mangkupadi entourent à la fois la terre et la mer, un « territoire de vie » interconnecté. Bien que la plupart des habitants soient des pêcheurs, ils dépendent aussi fortement de la forêt pour

maintenir leurs pêcheries en mer. Le bois est essentiel à la construction de leurs bateaux et des quelque 200 « bagans », petites structures en bois construites dans la mer devant la côte.

Kesi, une pêcheuse de Kampung Baru, s'inquiète de l'avenir : « Si nous sommes expulsés, où allons-nous vivre ? Nous voulons rester ici, rester dans notre village. De plus, mon mari n'a plus le droit d'aller dans la forêt pour ramasser du bois de bagan. Nous n'avons donc plus le droit de construire de bagan, car le bagan doit se faire avec du bois massif. S'il n'y a pas de pêcheurs et de bagans, comment allons-nous travailler ? Pour ce qui est de la fabrication du poisson salé, je ne peux le faire que lorsque mon mari revient du bagan ».

Les femmes font la découpe et transforment le poisson de mer en poisson salé. Wiwi, une pêcheuse de Kampung Baru, déclare : « Il n'y a plus d'odeur de poisson salé ou d'anchois. Autrefois, lorsque nous marchions de Kampung Baru à Pindada [une autre communauté de la région], le paysage était vert. Maintenant que tout le monde a été expulsé par les activités industrielle, ce n'est plus l'odeur du poisson séché que nous respirons, mais celle de la poussière des gros véhicules. »

Bien que la vie des femmes dépende fortement de la pêche et que les femmes jouent un rôle fondamental dans l'économie locale, elles ont été exclues des soi-disant consultations avec les communautés au sujet de l'installation de KIPI, ce qui montre que le « capitalisme vert » a besoin du patriarcat pour exister.

Le transport maritime du charbon s'est intensifié depuis 2015 environ et a envahi leurs zones de pêche. Avec toute la consommation de charbon prévue pour KIPI, les impacts vont s'aggraver. Erni est un pêcheur de Tanah Kuning qui travaille avec quatre autres pêcheurs : « Il y a déjà un impact sur les pêcheurs, nos revenus ont diminué. C'est peut-être parce que le charbon tombe dans la mer qu'il y a moins de poissons » (...) « (...), certains [pêcheurs] sont allés travailler pour l'entreprise ». Ce dernier exemple illustre une autre tactique utilisée par les promoteurs de KIPI pour briser la résistance des populations : employer des villageois dans des conditions de travail oppressives.

L'extraction du charbon dans le Kalimantan du Sud a incité Amiruddin, il y a plusieurs années, à déménager à Tanah Kuning pour travailler dans la construction navale. Il l'a fait parce que le bois dur de meranti et de meranti rouge, utilisé pour construire des navires, était devenu rare dans le Kalimantan du Sud, en raison de l'empiètement de l'extraction du charbon sur la forêt. Selon lui, avec l'avancement de KIPI, le bois de Tanah Kuning et des forêts environnantes sera également difficile à trouver : « Oui, je pense que d'ici trois ans, la quantité de bois diminuera. Aujourd'hui déjà, elle diminue. » L'activité d'Amiruddin est en baisse car le prix du bois de meranti a fortement augmenté. Et de moins en moins de pêcheurs iront en mer à mesure que la pollution marine aura un impact sur leurs pêcheries.

REDD, barrages hydroélectriques et chaos climatique : le rôle des ONG de conservation

Le projet KIPI est soutenu non seulement par les élites économiques, mais aussi par de grandes entreprises de conservation de la nature telles que le WWF et la filiale indonésienne de The Nature Conservancy (TNC) : Yayasan Konservasi Alam Nusantara (YKAN).

Ces ONG devraient en réalité être considérées comme des entreprises, car leurs intérêts sont étroitement liés à ceux du capital financier. (12) À leur tour, les intérêts du capital financier sont étroitement liés aux industries extractives par le biais de projets tels que KIPI. Les entreprises de conservation, tout comme les industries extractives et les gouvernements, soutiennent REDD+ (13), qui est un mécanisme de compensation permettant aux industries extractives de poursuivre leurs activités comme si de rien n'était et d'augmenter ainsi leurs bénéfices.

Les entreprises de conservation de la nature ont également contribué à la création du plan 30X30, discuté lors de négociations internationales : il s'agit d'un plan visant à « protéger » 30 % de la surface de la planète d'ici 2030. Ce plan repose toutefois sur des principes dits de « conservation forteresse » qui excluent et marginalisent ceux qui ont gardé et coexisté avec ces territoires pendant des générations. L'intérêt réside dans l'accès et l'appropriation d'immenses superficies de terres pour la compensation des émissions de carbone et de la biodiversité, entre autres.

Étant donné que le Kalimantan du Nord présente plus de 80 % de couverture forestière, le WWF et TNC/YKAN se sont impliqués. Le gouvernement provincial a fait part de son intérêt pour la mise en œuvre d'un programme REDD juridictionnel en décidant de participer au « Governor's Climate and Forests (GCF) Task Force », le Groupe de travail du gouverneur sur le climat et les forêts. (14) TNC/YKAN et le gouvernement provincial ont signé un accord en 2021. La directrice exécutive de TNC/YKAN, Herlina Hartanto explique : « Nous sommes honorés de la confiance que nous accorde le gouvernement provincial en travaillant avec nous à la réalisation de la grande vision du Kalimantan du Nord, dans laquelle le développement va de pair avec la conservation de la nature. » (15)

Pour TNC/YKAN, KIPI va de pair avec les barrages hydroélectriques, appelés PLTA en Indonésie, que l'organisation considère comme une « énergie renouvelable » et un volet essentiel de ce développement « vert ». Le WWF et TNC/YKAN soutiennent (16) la construction de la PLTA Kayan, une centrale hydroélectrique de 9 000 MW qui sera achevée en 2030, et de la PLTA Mentarang, d'une capacité totale de 1 375 MW.

La PLTA Kayan aura un impact sur une zone de 184 270 hectares et entraînera la submersion de 6 communautés, y compris des sites anciens et des tombes sacrées. Outre KIPI, les centrales PLTA Kayan et PLTA Mentarang alimenteront également en électricité IKN, la nouvelle capitale de l'Indonésie (IKN), qui a entraîné de lourdes destructions et un processus d'expulsion en cours du peuple Batik (17).

En plus de la destruction et la déforestation occasionnées au niveau local par la construction de ces projets d'infrastructure de barrages hydroélectriques, ces derniers sont également très destructeurs pour le climat. Philip Fearnside, un chercheur qui étudie les impacts des barrages hydroélectriques en Amazonie brésilienne, explique (18) que ces barrages « émettent à la fois du dioxyde de carbone et du méthane, et que ces émissions sont beaucoup plus importantes au cours des premières années qui suivent le remplissage d'un réservoir, ce qui les rend particulièrement néfastes pour le réchauffement de la planète ».

Réflexions finales

Le président Jokowi voit dans KIPI un exemple pour le monde entier : « C'est l'avenir de l'Indonésie. L'avenir de l'Indonésie est ici. Si nous parvenons à développer ce parc industriel correctement, toutes les entreprises liées aux produits « verts » se tourneront certainement vers cette région. » (19)

Mais le véritable exemple offert par KIPI, c'est la dure réalité du terrain à laquelle sont confrontés les femmes et les hommes de Tanah Kuning, Mangkupadi et Kampung Baru qui résistent et défendent leurs corps, leurs vies et leurs espaces de vie. Ils subissent directement la destruction, la déforestation, l'intimidation et la violence qui se cachent derrière l'image des voitures électriques et autres « produits verts ».

L'expérience du projet KIPI révèle également que la création de zones protégées et la restriction de l'accès aux populations dépendantes des forêts constituent un autre aspect essentiel du mensonge « vert ». On cherche à nous faire croire que ce sont ces populations, et non les industries, qui sont responsables de la déforestation. Tout en envoyant un message aux investisseurs selon lequel les forêts du Kalimantan du Nord seront protégées, on dissimule la destruction en cours à Tanah Kuning, Mangkupadi et Kampung Baru. Les territoires et les forêts des populations locales seront ouverts et détruits pour la construction de barrages hydroélectriques, l'extraction des 7 millions de tonnes de calcaire nécessaires à KIPI, des projets de compensation et tout ce dont KIPI a besoin : pétrole, charbon, électricité, eau, minéraux liés aux batteries, minerai de fer, bauxite, etc.

Le projet KIPI nous montre que, par essence, le « développement vert » ne vise qu'à créer une nouvelle opportunité pour les oligarchies, pour les intérêts politiques et commerciaux de faire des profits. Le message urgent que les communautés de Tanah Kuning, Mangkupadi et Kampung Baru nous transmettent est que le projet KIPI doit être stoppé de toute urgence.

JATAM Kalimantan oriental et le WRM

Cet article est principalement basé sur le rapport « Green Lie: portrait of the Threat of Destruction, Oligarchy and People's well-being on the Site of the Green Industrial Estate Project in North Kalimantan 'Kebohongan Hijau: Potret Ancaman Daya Rusak, Oligarki dan Keselamatan Rakyat Pada Tapak Proyek Kawasan Industri Hijau di Kalimantan Utara » publié en septembre 2023, et produit par Jaringan Advokasi Tambang (JATAM) Kalimantan oriental et le NUGAL Institute for Social and Ecological Studies, ainsi que les informations obtenues lors d'une visite aux communautés de la région en octobre 2023.

(1) [Kalimantan Industrial Park Can Be World's Largest Green Industrial Area, President Jokowi Says](#), February 2023.

(2) CELIOS, [Green Industrial Area Infected by Coal Power Plant: Economic Impacts, Conflicts of Interest, and Environmental Threats](#), 2023.

(3) Les travaux de construction déjà en cours ont été autorisés en 2021 par le gouvernement provincial après la réalisation d'un rapport d'impact environnemental (AMDAL). Avec un addendum inclus en 2022, l'AMDAL définit une zone totale de 9 866 hectares, comprenant Tanah Kuning, Mangkupadi et Kampung Baru, devant

être aménagée pour la première phase de mise en œuvre du projet.

(4) Selon l'AMDAL, cette zone comprendrait une installation pétrochimique, une fonderie d'aluminium pour la transformation de bauxite en oxyde d'aluminium et autres sous-produits destinés aux avions et aux voitures, ainsi qu'en minerai de cuivre et de nickel pour les batteries des véhicules électriques, une installation sidérurgique destinée à la production de véhicules électriques, d'armements et d'infrastructures, et une installation de production de silicium polycristallin destiné aux panneaux solaires.

(5) Konrankaltara, [PLN Tanjung Selor Surplus Daya 5,7MW](#)

(6) En plus de son électricité d'origine fossile, KIPI consommera et brûlera encore plus de combustibles fossiles : l'industrie pétrochimique a prévu une demande annuelle de 490 millions de tonnes de différents types de pétrole fossile, et 9,9 millions de tonnes de charbon. L'activité sidérurgique, elle aussi, aura besoin de 14,9 millions de tonnes de charbon par an.

(7) Art. 121 de la Loi Omnibus (Loi sur la création d'emplois), concernant les amendements à l'article 10 de la loi n° 12 de 2012 relative à l'acquisition de terres pour l'aménagement, dans laquelle le domaine couvert par le l'aménagement pour l'intérêt public a été élargi par l'ajout de parcs industriels, de zones économiques spéciales, de zones touristiques, de zones industrielles pétrolières et gazières, et autres. Avec ces ajouts, le développement des PSN, en particulier les projets basés sur les zones ou les parcs industriels, par exemple, les parcs industriels verts, sera intensifié: <https://peraturan.bpk.go.id/Details/149750/uu-no-11-tahun-2020>

(8) PT ISI est une société active dans le secteur de l'énergie et chargée de l'approvisionnement énergétique de KIPI. Son propriétaire, Tjandra Limanjaya, a été impliqué dans une affaire de falsification et de blanchiment d'argent dans le cadre du projet Celukan Bawang PLTU. Limanjaya est lié à des hommes politiques et est propriétaire de PT Kayan Hydro Energi (KHE), la société chargée de la construction du barrage hydroélectrique.

(9) PT KPP, par l'intermédiaire d'une filiale liée à l'un des plus grands oligarques et politiciens locaux du Kalimantan du Nord, Lauw Juanda Lesmana, impliqué, entre autres, dans l'exploitation de mines de charbon. Il détient une participation dans PT Kayan Hydropower Nusantara, avec une société malaisienne, Sarawak Energy. PT KHN a un projet de barrage sur la rivière Mentawa. Cette société est en concurrence avec l'autre projet de barrage hydroélectrique sur la rivière Kayan qui vise à fournir de l'énergie à KIPI.

(10) Trois autres hommes d'affaires, Wito Krisnahadi, Christian Ariano Rachmat et Djoko Pangarso Budi Santoso, sont indirectement liés à Boy en tant que commissaire et directeur de KIPI et de PT Adaro. L'un des propriétaires de PT Adaro est Cita Mineral Investindo, une société de production de bauxite appartenant à la 20e personne la plus riche d'Indonésie. L'entreprise est à l'origine de la destruction de moyens de subsistance à Obi, dans les Moluques du Nord, et à Wawoni, dans le Sulawesi du Sud-Est.

(11) Au contraire, le gouvernement local a réduit la « valeur de vente de l'objet » (NJOP) des terres. Alors qu'en 2020, la NJOP dans la zone de KIPI était encore de 56 000 roupies par mètre carré, ce montant a soudainement chuté de manière drastique pour atteindre 6 000 roupies par mètre carré en 2022.

(12) African Arguments, [Revealed: Big conservation NGOs are majority governed by finance figures](#), August 2023.

(13) World Rainforest Movement. [15 ans de REDD. Un système fondamentalement vicié.](#)

(14) [Penilaian kesiapan pelaksanaan pengurangan emisi dari deforestasi dan kerusakan hutan \(REDD+\) di provinsi Kalimantan Utara](#), Effendi, Wiwi et al, 2022.

(15) <https://www.ykan.or.id/id/publikasi/artikel/siaran-pers/kaltara-menuju-pembangunan-hijau/>

(16) [Berbagai Cerita dari Lapangan. Masyarakat Lokal dan Energi Terbarukan.](#)

(17) JATAM Kaltim, Bersihkan Indonesia, PuSHPA, AMAN Kaltim. Nyapu: bagaimana perumpuan dan laki-laki Suku Balik mengalami kehilangan, derita dan kerusakan berlapis akibat megaprojek Ibu Kota Baru Indonesia, 2023.

(18) Instituto Humanitas Unisinos, [Como salvar a floresta amazônica?](#) Entrevista com Philip M. Fearnside, Agosto 2023.

(19) Id. (1)

Expansion des plantations d'arbres pour les marchés du carbone : de nouvelles preuves de fraudes à la compensation

Au cours des deux dernières années, les initiatives de plantation d'arbres destinées aux marchés du carbone ont doublé. Mais qu'il s'agisse de grandes monocultures ou de projets trompeurs et séduisants avec des communautés, les plantations d'arbres destinées à compenser les émissions de carbone ne sont ni une solution au chaos climatique ni un bénéfice pour les communautés rurales du Sud global.

Les industries extractives destructrices profitent de l'inquiétude du public face au chaos climatique pour promouvoir des projets trompeurs de plantation d'arbres comme solution à l'augmentation de leurs émissions de combustibles fossiles. Les sociétés de plantation espèrent trouver de nouvelles sources de revenus, tandis que les industries dépendantes des combustibles fossiles cherchent un alibi pour continuer à polluer. Il en résulte une croissance intense des projets de plantation d'arbres visant la compensation carbone et une augmentation constante de la demande de crédits carbone.

Il y a 23 ans déjà, plusieurs organisations prévenaient (1) que la capacité des arbres à absorber et à stocker le carbone avait été utilisée de façon abusive pour renforcer le mensonge du greenwashing selon lequel planter davantage d'arbres pouvait compenser les dommages climatiques causés par les émissions de carbone fossile. Les dégâts causés par les plantations, quant à eux, n'apparaissent pas dans les publicités des entreprises sur les « forêts plantées ».

Les plantations industrielles de bois ont envahi plus de 130 millions d'hectares de la planète au prix de l'expulsion de communautés, de l'accaparement des terres, de l'accaparement de l'eau, de l'oppression croissante des femmes, de la déforestation, de la perte de la biodiversité et, souvent, d'incendies violents qui non seulement rejettent tout le carbone dans l'atmosphère, mais provoquent également la destruction des moyens de subsistance et des décès. Pour dissimuler la violence intrinsèque de ce modèle de production, les entreprises continuent de diffuser les mensonges du greenwashing. (2)

Ce cortège de destructions et de conflits communautaires n'a pas empêché les entreprises, les investisseurs et les gouvernements de présenter les plantations destinées à compenser les émissions de carbone comme une solution à la crise climatique.

Au cours des deux dernières années, les initiatives de plantation d'arbres destinées aux marchés du carbone ont doublé, tant en nombre de projets qu'en taille moyenne. L'examen des quatre principaux registres de compensation carbone volontaire dans le monde (3) montre que le nombre de demandes et de projets est passé de 167 à 367 entre janvier 2021 et mai 2023, avec une moyenne de réductions d'émissions annuelles estimées passant de 135 000 à 213 000 tonnes de

dioxyde de carbone par projet. Près de 90 per cent des projets se situent dans les pays du Sud global.

On trouve parmi les profiteurs certaines des plus grandes sociétés de plantation. Au Brésil, le géant de la pâte à papier Suzano affirme que son projet de plantation d'eucalyptus de 38 000 hectares dans l'État du Mato Grosso do Sul n'aurait pas pu voir le jour sans les revenus supplémentaires provenant des crédits carbone – un mensonge flagrant étant donné que l'entreprise a mené une politique d'expansion agressive de ses plantations pour alimenter sa nouvelle usine de pâte à papier en construction.

Les monocultures d'arbres ne sont pas le seul problème. Les sociétés spécialisées dans l'exploitation de l'intérêt des industries polluantes pour les compensations carbone recrutent des petits agriculteurs et des membres des peuples autochtones pour planter des arbres. Dans plusieurs de ces programmes d'agriculture contractuelle, les agriculteurs ne savent pas que leurs noms et leurs terres seront utilisés par des entreprises lointaines pour réaliser un profit supplémentaire et prétendre être « neutres en carbone ». Par l'intermédiaire du Livelihoods Fund basé à Paris, par exemple, des entreprises comme Danone, Michelin, Hermès, SAP, Mars, Chanel, et des banques dites « de développement » telles que la KfW allemande (par l'intermédiaire de sa filiale DEG Invest), et d'autres, investissent dans des plantations de l'Andhra Pradesh, en Inde, où les agriculteurs déclarent ne rien savoir des crédits carbone, même si leurs terres et leur travail ont généré des crédits carbone qui ne profitent qu'aux industries polluantes. (4)

Les sociétés pétrolières ont également été impliquées dans des accaparements de terres pour étendre des plantations d'arbres destinées à la compensation carbone. En République du Congo, les communautés n'ont nulle part où cultiver leur nourriture parce que le géant pétrolier Total s'empare de leurs terres pour y installer des plantations d'arbres, affirmant qu'il peut continuer à tirer profit de l'extraction du pétrole et du gaz sans nuire au climat. (5)

Au niveau national, de nombreux gouvernements et législateurs ont résolument contribué à la promotion des plantations d'arbres destinées à la compensation carbone. C'est le cas, par exemple :

- En Nouvelle-Zélande, le système national d'échange de quotas, élément central de la stratégie gouvernementale de réduction des émissions, récompense les propriétaires fonciers qui investissent dans les monocultures de pins. Ceci a entraîné une forte expansion de ces monocultures, détruisant des communautés et causant d'énormes pertes sociales et culturelles. (6)
- Au Paraguay, le projet Proeza, financé par le Fonds vert pour le climat, oriente la politique institutionnelle de l'État en matière de foresterie et repose sur l'expansion des plantations d'eucalyptus pour répondre aux exigences des Contributions déterminées au niveau national (CDN) du pays. (7) Des projets ont été financés par le Fonds vert pour le climat et réalisés par l'intermédiaire du Fonds Arbaro, dont les plantations ont été dénoncées pour les abus et préjudices causés aux communautés des pays d'Amérique du Sud et d'Afrique dans lesquels il opère. (8)

• En Inde, le parlement a récemment approuvé le projet de loi (amendement) sur la conservation des forêts, qui réduit les restrictions relatives à la création de plantations d'arbres sur certains types de terres. Cela pourrait déclencher un essor considérable des projets de boisement et de reboisement en tant que puits de carbone pour aider le pays à atteindre l'objectif zéro émission nette d'ici 2070.

Au niveau international, les lobbies des grandes entreprises, les organisations intergouvernementales et les ONG de conservation incitent les États à aller encore plus loin dans la légitimation des mécanismes de compensation, notamment en ce qui concerne les plantations d'arbres en monoculture. C'est ce qui ressort des tentatives d'intégration plus poussée de la compensation carbone dans l'Accord de Paris de l'ONU ; du nombre d'accords (9) signés entre les développeurs de grands projets et les gouvernements nationaux avant la COP 28 de l'ONU-Climat pour développer des grands projets de carbone de millions d'hectares; du fait que les grandes entreprises surveillent de près les résultats de la COP-ONU en ce qui concerne les implications de ses décisions sur le marché (10) ; et d'événements tels que le Sommet africain sur le climat visant à « promouvoir une croissance verte et des solutions de financement climatique », au cours desquels les plantations d'arbres et la compensation des émissions de carbone ont reçu une attention particulière.

Pendant ce temps, les racines du problème restent intactes. L'extraction mondiale de pétrole, de gaz et même de charbon devrait atteindre des niveaux records d'ici la fin de 2023 – tout comme les émissions de gaz à effet de serre. (11) Aussi vaste soit-elle, aucune plantation d'arbres ou toute autre « solution fondée sur la nature » ne sera jamais en mesure d'absorber le carbone continuellement transféré depuis le sous-sol vers l'atmosphère.

Qu'il s'agisse de grandes monocultures ou de projets trompeurs et séduisants avec des communautés locales, les plantations d'arbres destinées à compenser les émissions de carbone n'apporteront jamais une solution au chaos climatique et ne résoudront jamais les problèmes des communautés dépendant des terres et des forêts dans les pays du Sud global. Au contraire, l'expansion de ces plantations apporte une preuve supplémentaire de l'escroquerie de la compensation carbone, qui permet à l'industrie dépendante des combustibles fossiles de poursuivre ses activités comme si de rien n'était et de renforcer les relations coloniales, capitalistes, patriarcales et racistes qui oppriment les communautés. Pour toutes ces raisons, les plantations d'arbres destinées à la compensation carbone doivent être combattues et stoppées !

Secrétariat international du WRM

(1) [Déclaration du Mont Tamalpais, 2000](#)

(2) Voir ici [les déclarations mensongères les plus fréquemment utilisées par les sociétés de plantations](#) ou ici : [Que pourrait-il y avoir de mal à planter des arbres ?](#)

(3) Verra-VCS, Gold Standard, Climate Action Reserve (CAR) and American Carbon Registry (ACR)

(4) Pour en savoir plus, voir le rapport : [“Discredited: the voluntary carbon market in India”](#).

(5) [“La compensation carbone au détriment des populations”](#).

(6) [New Zealand falls out of love with sheep farming as lucrative pine forests spread](#).

- (7) [“The devil’s totality: Paraguay’s struggle against agribusiness and monoculture”](#). (« La totalité du diable : la lutte du Paraguay contre l’agro-industrie et la monoculture »)
- (8) [Le Fonds Arbaro : une stratégie d’expansion des plantations industrielles d’arbres dans les pays du Sud.](#)
- (9) For example [the agreement signed between UAE and Zimbabwe](#). (Par exemple l'accord signé entre les Émirats arabes unis et le Zimbabwe)
- (10) Un exemple est la conférence « [Global Carbon Markets Conference](#) » en novembre 2023.
- (11) [Pétrole. Gaz. Charbon.](#)

Quant aux projets carbone en Amazonie : comment justifier des contrats qui durent une génération ?

Les projets de compensation de carbone mettent en péril la culture d'agriculture itinérante, la coupe d'arbres pour la survie et d'autres pratiques millénaires des peuples indigènes et des communautés traditionnelles de l'Amazonie. Les contrats sapent les stratégies locales de soins et de créativité des travailleurs, hommes et femmes, en les sous-évaluant, voire, en les niant complètement.

*“Compositor de destinos
tambor de todos os ritmos
tempo, tempo, tempo, tempo
Entro em um acordo contigo
Tempo, tempo, tempo, tempo...”*

Oração ao tempo - Caetano Veloso, compositor e cantor da música popular brasileira, de grande ativismo durante a ditadura militar que ocorreu no Brasil de 1964 a 1985.

Lors des journées les plus chaudes de l'histoire de l'humanité, en 2023, l'Amazonie a connu l'une des sécheresses les plus graves de son histoire. Des villages accessibles uniquement par bateau se sont vus isolés, là où avant il y avait un fleuve abondant de poissons, de douces vagues, sont apparues des scènes apocalyptiques de bateaux à l'arrêt et des dauphins qui se meurent en agonie. En ce contexte, je propose une discussion sur le climat et les générations, à la lumière des discussions sur ce que notre époque appelle le marché des crédits-carbone.

L'Amazonie brésilienne est la scène d'un nombre croissant de projets de conservation des forêts visant à générer des crédits-carbone, également connus sous le nom de projets REDD (Réduction des Émissions dues à la Déforestation et à la Dégradation forestière). En empêchant, soi-disant, la déforestation de vastes étendues de terres, privées ou communautaires, de la forêt amazonienne, les propriétaires de ces projets seraient en train de réduire, théoriquement, les émissions de gaz à effet de serre et acquièrent en contrepartie le droit de vendre des crédits-carbone à des entreprises polluantes sur le marché international.

Un aspect important des débats sur la commercialisation des crédits-carbone c'est celui des contrats de longue durée proposés aux communautés traditionnelles par les entreprises intermédiaires de vente de carbone.(1) Il existe des contrats proposés dont l'échéance va de 30 à 40 ans, et ceci dans un contexte d'innombrables incertitudes. Dans ce contexte parsemé de doutes et de prises de positions qui appellent à la prudence, je voudrais citer la publication des avocates Maria Victoria Hernandez Lerner et Juliana Miranda, qui ont analysé une évaluation de la Fondation Nationale pour les Peuples Indigènes (FUNAI) sur les contrats de carbone présentés à différents peuples indigènes du Brésil. (2) Elles ont souligné que ces contrats : a) empêchent les

peuples indigènes d'exercer leurs pratiques traditionnelles telles que la culture de petits potagers et la coupe d'arbres à des fins de survie, sans autorisation préalable de l'entreprise ; b) s'étendent sur plus d'une génération et ne prévoient pas de clauses de résiliation en cas de dommages causés à la communauté indigène ; c) sont des accords signés par un nombre limité d'individus, sans participation appropriée des groupes concernés et sans leur consentement libre, préalable et éclairé ; d) contiennent, très généralement, des clauses abusives.

Les remises en question de la FUNAI nous offrent des pistes qui, incitant nos propres interrogations, nous aident à comprendre que les contrats de crédit-carbone présentés aujourd'hui aux communautés touchent avant tout une question intergénérationnelle.

Tout d'abord il est nécessaire de bien comprendre que cultiver des potagers, utiliser du bois pour la structure des maisons et le débroussaillage des plantes pour améliorer la production de cultures natives comme celle de l'*açaizeiro* sont des pratiques exécutées par les communautés traditionnelles depuis des millénaires et ont été transmises à nos descendants. Le feu, par exemple, a été utilisé de manière contrôlée par d'innombrables peuples indigènes et communautés quilombolas pour défricher de petites surfaces, cultiver et favoriser des espèces considérées utiles, sous la forme de ce que nous appelons des systèmes agroforestiers. (3) Les arrière-cours forestières seraient, de la sorte, la marque de ce légat répandu dans les communautés amazoniennes, à travers les potagers plantés dans les pirogues, les arbres d'açaí, de *pau-mulato* et de *jambeiro* autour des maisons, et, ici et là, des plantes d'urucum et de ciboulets.

Compte tenu de ce parcours historique des peuples de la forêt, comment les projets carbone traitent-ils le lien que les familles entretiennent avec l'utilisation du feu ? Ce dernier, serait-il un ennemi ? Il est étrange de lire que l'une des plus grandes sociétés pétrolières du monde, Shell, investit massivement dans des entreprises qui font les intermédiaires sur des projets carbone en Amazonie (4), alors que de nombreux projets de ce genre ont tendance à attribuer le problème de la déforestation à des potagers de 1 tâche, l'équivalent de 0,25 hectares, tandis que les émissions de gaz à effet de serre des sociétés pétrolières sont incomparablement plus élevées. Ne serait-il pas plus logique que des sociétés comme Shell soient obligées de prendre des mesures concrètes pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre qui accélèrent le changement climatique et rendent la planète plus hostile aux êtres vivants.

Dans mon deuxième argument contre les contrats de crédit carbone entre communautés et des sociétés avec des durées de 30 ans ou plus, je fais mien le doute exprimé par la FUNAI (5), sur l'implication de plus d'une génération dans les projets. Interroger et conceptualiser le capitalisme non pas en tant que système économique mais en tant qu'« ordre social » me semble, de fait, très pertinent. (6) Selon la philosophe Nancy Fraser, cet ordre (dont le moteur serait le gain accumulatif) s'empare et se nourrit de ce dont il a besoin pour fonctionner, à savoir, des richesses expropriées de la nature et des peuples assujettis. Un ordre qui sape progressivement les stratégies locales de soin et de créativité des travailleurs, hommes et femmes, en les sous-évaluant, voire, en les niant complètement. Dans la relation entre les sociétés, les communautés et les projets carbone, comment ne pas penser combien il est dangereux pour la tradition locale d'avoir des contrats qui influenceront toute une génération lorsque sera atteinte la fin du premier

cycle contractuel de 30 ans, génération dont le pouvoir d'influence et les informations sur les territoires et les familles seront complètement entre les mains d'entreprises intermédiaires et de multinationales ? Quand j'imagine un enfant naître, grandir, devenir adolescent et adulte dans un territoire soumis aux clauses (7) d'un contrat de crédit carbone, je m'inquiète des conditions de vie de ces futures personnes.

Des hommes d'affaires du secteur m'ont dit que, dans la mise en œuvre du système de crédits carbone, les investissements des entreprises devraient être garantis par la présence de la forêt pour couvrir les coûts, mais, en fin de compte, qui est le détenteur légitime des crédits ? À qui appartiendraient-ils si ce n'est aux communautés ? Pourquoi se soumettre à 30 ans d'application des clauses sans garantir le droit d'écoute aux générations suivantes qui viendront ?

Dans mon troisième argument, j'aimerais me joindre aux provocations présentées par la FUNAI sur les accords signés par un petit nombre d'individus, sans la participation adéquate des communautés et contenant des clauses abusives. J'aimerais exposer un problème dans la manière dont de nombreuses communautés de l'estuaire de l'Amazone s'organisent : il se peut que le format de présidence, trésorerie et secrétariat, imposé par la législation en vigueur et qui prédomine en termes de pouvoir décisionnel des associations communautaires ne soit plus à la hauteur des défis actuels. (8) Je voudrais souligner que j'ai partagé le quotidien de dirigeants communautaires extraordinaires qui ont beaucoup contribué aux processus organisationnels de leurs communautés et que ces mandats ne doivent pas se voir désintégrés dans l'histoire, ils doivent être respectés. Cependant, tout comme le pouvoir hégémonique se transforme (9) afin de poursuivre et d'étendre son influence et ses gains, la société organisée peut également changer et se réinventer. À titre d'exemple, en 2019 et 2020, j'ai admiré l'organisation sociale des conseils communautaires de Concosta et Cajambre, dans le Pacifique colombien, qui présentaient une participation consistante de femmes et de jeunes dans la prise de décision orientant ainsi les tâches du représentant légal de la communauté, la personne élue pour accomplir les tâches bureaucratiques. Ils disposent aussi d'une trésorerie et d'un secrétariat, mais l'impression que j'ai eue c'est qu'ils sont dans un état permanent d'assemblée, ce qui aide à guider le représentant légal et l'administration de l'association. Ce type de *modus vivendi* associatif est décisif pour protéger les dirigeants du harcèlement et de l'intimidation du capital. Il me semble que plus l'écoute intergénérationnelle et de genre est importante, plus la capacité d'autonomisation de la communauté est forte et permet ainsi de ne pas accepter des propositions aventureuses. Construire une organisation autonome demande du temps, de la patience et de la persévérance. Surtout, il faut avoir confiance dans le pouvoir de transformation des nouvelles générations qui comprennent leur histoire et leur réalité. C'est un exercice de citoyenneté que nous devons pratiquer dès maintenant, en montrant les différents scénarios d'avenir en fonction de ce que nous entendons décider. À ce stade, j'avoue que je n'ai honnêtement aucune idée si les contrats actuels renforceront ou affaibliront l'autonomie des communautés. Ce que je sais, en revanche, c'est qu'opter pour la cogestion de territoires, pendant 30 ou 40 ans, avec le capital de sociétés intermédiaires et de multinationales qui font tourner des millions de dollars en monnaies ou en crypto-monnaies, n'est pas juste pour ceux qui ne sont pas encore en mesure d'avoir leur mot à dire sur leur avenir et qui, compte tenu de la scène qui a été mise en place aujourd'hui et des acteurs qui y sont en mouvement, feront les frais de cette décision.

Si le monde dans lequel nous vivons, celui qui souffre du changement climatique, est encore à l'aube timide d'une structure non patriarcale, non raciste, non coloniale et non rentière (10), comment est-il possible de permettre aux territoires communautaires d'être dirigés par des marchés patriarcaux, racistes, coloniaux et rentiers ? Si nous vivons dans un système hégémonique qui utilise la nature pour cumuler des bénéfices financiers tout en rejetant ses déchets sur la Terre Mère, comment pouvons-nous croire que ses solutions pourraient nous servir ?

* Cet article est basé sur la troisième d'une série de lettres de l'auteur sur le sujet des crédits carbone en Amazonie.

Carlos Augusto Ramos, pantojaramos@gmail.com

Ingénieur forestier. Doctorant à l'Institut Amazonien d'Agricultures Familiales de l'Université Fédérale du Pará (INEAF/UFPA), titulaire d'un master en Sciences Forestières.

(1) Les participants à l'audience publique tenue à Portel, dans l'État du Pará, au Brésil, le 24 janvier 2023 et organisée par le ministère public de l'État du Pará ont rapporté plusieurs informations concernant un accord signé entre le président d'une association communautaire de Portel et une entreprise de carbone, dont le contrat serait en vigueur durant 40 (quarante) ans (MPA, 2023). Rapport de la séance disponible [ici](#). Consulté le 20/04/2023

(2) LERNER & MIRANDA. Regarder le ciel avec les pieds sur terre : les zones d'utilisation collective et le marché volontaire de carbone en Amazonie brésilienne : une approche basée sur les droits. Rapport technique. 2023. Disponible [ici](#). Consulté le : 22/09/2023.

(3) CLEMENT et al., 2010 cité par FURQUIM, L.; WATLING, J.; SHOCK, M.; NEVES, E. Le témoignage archéologique sur la biodiversité, la gestion des forêts et l'utilisation du feu au cours des 14.000 dernières années de l'histoire indigène. Dans : Peuples traditionnels et biodiversité au Brésil [source électronique] : contributions des peuples indigènes, des quilombolas et des communautés traditionnelles à la biodiversité, politiques et menaces / Manuela Carneiro da Cunha, Sônia Barbosa Magalhães et Cristina Adams, organisatrices ; Eduardo G. Neves, coordinateur de la section 6. – São Paulo : SBPC, 2021. 85 p.: il. color., mapas col.

(4) Information [disponible ici](#).

(5) Idem note 2.

(6) FRASER, Nancy. Capitalismo Caníbal. [Capitalisme Cannibale] / Nancy Fraser. – 1^a Ed. Ciudad Autónoma de Buenos Aires: Siglo Veintiuno Editores, 2023. Libro Digital, EPUB.

(7) Il est intéressant de rappeler que le mot cláusula dérive du diminutif en latin CLAUSUS, « fermeture, conclusion » participe-passé de CLAUDERE, « fermer, clore ». Ainsi, dans un exemple plein d'esprit, une personne qui est dans une prison est « enclôturée ». Consulter [ici](#).

(8) Les bords des rivières dans l'estuaire amazonien sont occupés par des milliers de communautés traditionnelles qui constituent formellement et fréquemment de petites associations d'habitants.

(9) Tout comme le serpente Surucucu dans la "Fable amère" du e-livre « j'aime les fables », disponible en : www.recantodasletras.com.br/e-livros/6907178

(10) Le rentisme ou l'économie rentière est un terme utilisé pour décrire les pratiques ou les structures économiques permettant d'obtenir des revenus qui ne sont pas basés sur le travail ou les activités productives, mais sur la propriété d'actifs tels que les titres financiers, la terre, les ressources naturelles, etc.

Nouvelle publication: Systèmes de certification de la « durabilité » : 30 années de tromperies et de violences

Une compilation d'articles du Bulletin du WRM vise à souligner le rôle néfaste joué par les entreprises et les organisations impliquées dans les systèmes de certification. Après trois décennies, force est de constater que la seule « durabilité » qu'ils assurent est celle de l'activité lucrative des grandes entreprises et de l'industrie même de certification.

Les rayons des supermarchés et des magasins regorgent de produits certifiés. L'emballage affiche différents labels indiquant que les produits ont été fabriqués avec du papier ou du bois « durable », des produits alimentaires ou cosmétiques à base d'huile de palme « durable », du soja « responsable » et ainsi de suite. Même lorsqu'il s'agit d'acheter un billet d'avion, les consommateurs peuvent payer un peu plus pour s'assurer que leurs émissions de carbone sont (soi-disant) « neutralisées », afin de garantir cette « durabilité » tant vantée.

Mais pourquoi tant de labels et de formes de certification sont-ils nécessaires ? Qu'est-ce qui est réellement certifié ? Et qui en profite ? Après 30 ans de systèmes de certification entachés de biais environnementaux et sociaux, force est de constater que la seule « durabilité » qu'ils assurent est celle de l'activité lucrative des grandes entreprises et de l'industrie même de certification.

Le premier label international pour produits forestiers et leur chaîne de production a vu le jour au début des années 1990, avec la création du Conseil de Gestion Forestière (FSC - Forest Stewardship Council). Bien que son origine soit liée à la pression de la société civile sur les entreprises, le FSC a été pleinement intégré dans la logique de production des entreprises forestières opérant dans les forêts, des sociétés géantes, productrices de papier et de cellulose, opérant sur la base de plantations d'arbres en monoculture, ainsi que des producteurs et distributeurs de biens de consommation.

Au fil du temps, cette certification ayant démontré qu'elle ne constituait en rien une menace – mais constituait au contraire une opportunité – pour la stratégie d'accumulation de profits des entreprises impliquées, d'autres secteurs ont commencé à créer des mécanismes similaires. C'est ainsi que ces entreprises pourraient nettoyer leur image des dommages environnementaux et sociaux causés par leur chaîne de production. Alors, à partir des années 2000, on a assisté à la prolifération d'initiatives et de tables rondes pour une production « durable » ou « responsable », entre autres d'huile de palme, de soja, de cacao et de canne à sucre.

Toutes ces initiatives ont divers aspects en commun :

- Ce sont des dispositifs qui se présentent comme des associations à but non lucratif regroupant de nombreux acteurs et intérêts apparemment divers (entreprises, ONG, gouvernements, etc.).

Cependant, dans la pratique, les acteurs du monde des affaires et leurs alliés, comme les grandes ONG de conservation, dominent ces initiatives et imposent leurs intérêts, dans un rapport de force extrêmement inégal entre les membres. Ceci devient clair également dans la manière par laquelle l'on a tendance à se concentrer dans les aspects techniques et processuels, laissant fréquemment en marge des critères de certification, les conflits réels des communautés affectées.

- Ce sont des mécanismes qui établissent des lignes directrices opérationnelles et des directives auxquelles les entreprises doivent adhérer volontairement, ne laissant aucune possibilité de conséquences juridiques en cas de violation des règles – des règles formulées et jugées par les entreprises elles-mêmes, il convient de le souligner.

- Il s'agit d'initiatives soumises à la logique du marché et de son expansion : c'est-à-dire que les labels de certification sont devenus importants à la fois pour financer les projets d'expansion des entreprises et pour séduire les consommateurs, principalement les consommateurs des villes et des pays du Nord.

- Ce sont des mécanismes dont le siège se trouve dans les pays du Nord et dont les conseils d'administration sont majoritairement composés d'hommes et de Blancs, laissant aux communautés rurales du Sud, qui doivent faire face aux plantations certifiées, le rôle de simples récepteurs des décisions imposées de l'extérieur sur l'utilisation de l'espace où elles vivent. Et si elles veulent remettre en cause les actions de l'une des entreprises certifiées, elles doivent se soumettre au protocole créé par le système de certification lui-même sur la façon de procéder.

- Ce sont des mécanismes utilisés par les entreprises comme des mécanismes de défense lorsqu'elles sont la cible de critiques portant sur les impacts de leurs activités : « Nos produits sont certifiés... », « Le projet est certifié... », comme si cela garantissait qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter.

D'une manière ou d'une autre, ces mécanismes de certification n'ont pas stoppé l'expansion destructrice des plantations industrielles d'arbres, de palmiers à huile, de soja, etc. Ils n'ont pas non plus été en mesure de résoudre les conflits engendrés avec les communautés traditionnelles et les peuples autochtones. Et ils ne sont pas non plus en capacité de le faire, puisqu'ils sont conçus pour permettre la continuité et l'expansion des modèles d'accumulation de ces grandes entreprises qui sont intrinsèquement dépendantes d'une dynamique prédatrice. En fait, le principal dénominateur commun de ces systèmes de certification est qu'ils garantissent un label vert aux entreprises impliquées, contribuant ainsi à leur objectif premier, à savoir la maximisation des profits.

En d'autres termes, ces entreprises destructrices ont besoin de labels de certification pour parvenir à obtenir une certaine légitimité aux yeux des consommateurs et des investisseurs, compte tenu de la multitude de rapports, de nouvelles et d'études montrant leurs effets néfastes, tels que : l'accaparement des terres ; les processus de consultation communautaire problématiques ou inexistantes ; la contamination par des produits phytosanitaires ; la dégradation des sols ; des emplois précaires et humiliants ; les abus sexuels et autres formes de violence contre les femmes, parmi de nombreux autres impacts liés aux immenses étendues de plantations en

monoculture. Les certificateurs sont ainsi devenus un élément clé par lequel les entreprises cherchent à légitimer leur expansion territoriale et économique dans le Sud global, trompant les consommateurs avec le discours sur la « durabilité ». Cela permet d'affirmer sans réserve que la certification elle-même est devenue une cause sous-jacente de la déforestation.

En outre, il est important de préciser que l'idée de certification a pris de nouvelles formes. Avec la création de mécanismes de compensation des émissions de carbone et l'appauvrissement de la biodiversité, de nouveaux produits sont apparus, déjà liés à des mécanismes de certification. Sur ce nouveau marché, les *crédits carbone* et les *crédits biodiversité* – délivrés par des systèmes de certification – représentent une garantie supposée que les émissions de gaz à effet de serre ou la destruction de la biodiversité sont dûment compensées ailleurs. Différemment du bois, de l'huile de palme ou du soja, pour lesquels la certification est « ajoutée » au produit au moyen d'un label, sur les marchés du carbone ou de la biodiversité, c'est le processus de certification en soi qui gère le produit (abstrait) qui sera consommé, c'est à dire, le crédit carbone. En d'autres termes, la marchandise en elle-même est censée être une garantie – même s'il s'agit d'une garantie virtuelle, obtenue par des méthodologies douteuses et entachée d'intérêts ouvertement suspects.

Cette compilation d'articles tirés du bulletin du WRM vise à souligner le rôle néfaste joué par les entreprises et les organisations impliquées dans les systèmes de certification. Pour le WRM, il est important de souligner qu'après trois décennies pendant lesquelles les labels de certification environnementale se sont multipliés sur le marché, il est urgent de mettre un terme à ce greenwashing. En fin de compte, au lieu de lutter contre la dévastation de l'environnement et les problèmes sociaux liés aux activités des entreprises et d'autres acteurs, ces labels dissimulent et entretiennent leur logique destructrice.

[Lisez et téléchargez la compilation ici.](#)

Cameroun : Les femmes sont décidées à récupérer leurs terres occupées par la société palmicole Socapalm/Socfin

L'association de femmes Afrise a lancé une pétition internationale pour arrêter la replantation de palmiers à huile près de leurs cases et des tombes de leurs ancêtres. Les femmes dénoncent des décennies d'abus sexuels, de spoliation de terres et de misère. Elles exigent qu'on leur restitue leur territoire pour mener une vie digne.

Un groupe de femmes décidées veut mettre fin à la replantation de palmiers à huile dans le village d'Apouh dans Ngog, district d'Edéa 1, département de Sanaga Maritime, région Littoral, Cameroun. Elles dénoncent la société Socapalm qui continue de planter des monocultures autour de leurs cases et des tombes ancestrales de la communauté, ce qui crée des effets très graves dans leurs vies.

« S'ils n'arrêtent pas ces activités, nous, les femmes qui vivons près de la Socapalm à Edéa, nous devons endurer 50 autres années de souffrance, d'abus, de viols, de vols, de faim, de frustrations et de violations de nos droits, de notre intimité et de notre dignité, ce qui poussera toute notre communauté à survivre d'une façon fondamentalement douloureuse, injuste, misérable et insupportable, » ont-elles dénoncé dans une pétition lancée le 25 novembre dernier, Journée internationale de l'élimination de la violence contre les femmes.

Dans cette pétition, les femmes organisées dans l'Afrise (Association des femmes riveraines de la Socapalm Edéa) dénoncent : « L'histoire des abus que commettent les entreprises du secteur du palmier à huile n'est pas récente au Cameroun, et elle ne l'est pas non plus dans notre région. »

Socapalm est une filiale de la société Socfin, un groupe agroindustriel basé au Luxembourg qui se consacre à la culture du palmier à huile et du caoutchouc. Socfin, dont les actionnaires majoritaires sont le millionnaire français Vincent Bolloré et la famille Fabri de Belgique, est présente dans huit pays d'Afrique centrale et de l'ouest. Elle a commencé ses activités dans la région à l'époque coloniale lorsqu'elle est parvenue à s'emparer de milliers d'hectares de terres avec la complicité de la Banque mondiale (1).

Aujourd'hui, Socfin contrôle environ 58 000 hectares au Cameroun qui lui ont été octroyés en concession (2). Et la société procède à la rénovation de ses plantations dans laquelle elle remplace les palmiers les plus vieux et moins productifs avec de nouvelles plantes afin d'accroître ses profits qui ont dépassé 80 millions d'euros en 2021 (3).

La société fait preuve de mépris envers les communautés qui luttent depuis des années pour récupérer leurs terres alors qu'elle plante des palmiers à quelques mètres des cases et même sur les tombes de leurs êtres chers (4). Les communautés tentent par tous les moyens de faire cesser

cette barbarie. Cependant, Socapalm a suspendu le dialogue avec les communautés et procède aux plantations. Les femmes de la communauté ont écrit une lettre au président du Cameroun dans laquelle elles lui demandent d'agir. Mais elles n'ont toujours pas reçu de réponse.

En plus de tout cela, l'entreprise a eu recours à une autre tactique typique de ces sociétés privées pour taire ceux qui s'opposent à elle : faire emprisonner le dirigeant traditionnel de la communauté, un fait que les femmes dénoncent aussi dans leur pétition.

Les plantations de palmier à huile sont synonymes d'accaparement de terres, de destruction de territoires, d'esclavage et de nombreuses formes de violence contre les communautés, de viols, de fraude économique (5), et bien d'autres choses. Socfin n'est pas exempte de ces mauvais traitements. Tout au contraire, elle constitue un exemple clair de ces abus (6). La violence est un élément intrinsèque du modèle des plantations à grande échelle qui a besoin d'uniformiser le territoire, de détruire le collectif et les formes de production et de reproduction si riches et diverses.

Les entreprises de palmier nécessitent également de désarticuler la résistance et surtout la lutte des femmes pour récupérer leurs terres et le contrôle collectif de leurs territoires et de leurs vies. C'est ainsi que la violence physique et sexuelle pour contrôler, intimider et taire les femmes devient une tactique quotidienne. Les abus sexuels sont monnaie courante pour les femmes et les filles qui doivent traverser quotidiennement les sombres plantations pour aller à l'école et à leurs champs, chercher de l'eau ou se rendre aux marchés pour vendre leurs produits depuis que leurs villages se trouvent complètement entourés par les monocultures.

Dégoûtées de cette situation, les femmes d'Afrique ont lancé une pétition dans laquelle elles exigent d'être entendues par la société et le président du Cameroun. Elles y décrivent la situation qui doit cesser de toute urgence. « Quatre-vingt-dix pour cent (90 %) d'entre nous avons dû offrir nos corps aux gardes pour accéder à la plantation. Nos enfants ne sont pas des employés de la société et finissent par se droguer et se consacrer à des activités illégales ou emprunter le chemin de l'immigration illégale pour mourir en mer. Nous sommes abandonnées à notre sort dans un système qui n'est pas à l'abri de la corruption. »

Et elles déclarent : « Nous n'accepterons pas de passer les 50 prochaines années dans la misère. Nous sommes décidées à lutter pour libérer nos terres et obtenir des espaces de vie pour nos enfants et les générations présentes et futures. »

Nous exprimons notre entière solidarité avec ces femmes qui, malgré la souffrance, résistent, s'organisent et luttent pour récupérer leur dignité !

Nous vous invitons à [lire la pétition complète](#) et la diffuser la plus largement possible.

(1) Bulletin WRM no 252, [L'empreinte durable d'un projet peu connu de la Banque mondiale visant à obtenir des plantations en Afrique pour des milliardaires européens](#), novembre 2020.

(2) CorpWatch, [Palm Oil Giant SOCAPALM to Return Sacred Land Back to Mbonjo Villagers in Cameroon](#),

Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (WRM)

mai 2023.

(3) Watch Africa, [Socfin exploitation of rubber & palm oil linked to deforestation & human rights abuses in Ghana & Nigeria](#), October 2023.

(4) Droits des femmes riveraines des agroindustries, [Vidéo : ACCÈS à la terre contre la famine](#).

(5) Mongabay, [Plantation giant Socfin accused of dodging taxes in Africa](#), October 2021.

(6) Bulletin WRM no 233, [Les plantations de SOCFIN en Afrique : des lieux de violence et de destruction](#), septembre 2017.

Chili : La résistance au modèle forestier dans le Wallmapu, territoire mapuche

Les communautés mapuches résistent depuis des décennies aux effets du modèle forestier basé sur les monocultures à grande échelle. Dans la présente entrevue, Pablo Reyes Huenchumán, porte-parole de la communauté de Paillakawe, explique comment les communautés s'organisent et quels sont leurs principaux défis dans la lutte pour récupérer leurs territoires et maintenir leur culture.

Les communautés mapuches résistent depuis des décennies aux effets du modèle forestier imposé au Chili par une poignée d'entreprises avec la complicité des gouvernements. Cette industrie de monocultures à grande échelle a causé l'invasion de terres, la destruction de forêts, la pollution environnementale, la dislocation sociale et la pauvreté. De leur côté, les communautés s'organisent pour récupérer leurs terres et développer leur vie selon la culture et la cosmovision ou vision du monde du Peuple Mapuche.

Pour mieux faire connaître cette lutte, nous partageons des extraits d'une entrevue avec Pablo Reyes Huenchumán, *werkén* (porte-parole) du *Lov* (communauté mapuche) Paillakawe, [publiée à l'origine sur la plateforme Undisciplined Environments](#) à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre les monocultures d'arbres, en septembre dernier. La *lov* Paillakawe fait partie du Wallmapu (territoire ancestral Mapuche) et mène aujourd'hui un processus de récupération territoriale dans le golf d'Arauco, région du Biobío, au Chili.

Quels sont les principaux effets du modèle forestier de plantation de monocultures à grande échelle dans votre territoire ?

Nous subissons les effets depuis plus de 50 ans. Le modèle a été instauré durant la dictature de Pinochet alors que l'usurpation du territoire mapuche s'est amplifiée dans cette zone. L'industrie forestière, c'est-à-dire la société Arauco qui appartient au groupe Angelini, a acquis de gigantesques superficies territoriales aux dépens de la population, grâce aux amis et aux familles de la dictature. Par exemple, dans ce secteur, un des personnages impliqués, le beau-fils de Pinochet Julio Ponce, a permis que de nombreux terrains soient cédés à la CONAF (Corporation nationale forestière) où il travaillait. Il a ensuite vendu ces terrains à prix dérisoire, lesquels ont abouti dans les mains du groupe Angelini. Aujourd'hui, la forestière Arauco possède presque deux millions d'hectares.

C'est ainsi que ce modèle s'est établi, avec le déplacement forcé de paysans et de Mapuches. Des membres de notre famille, de notre *loy* (communauté mapuche), se rappellent encore que les promoteurs ont brûlé leurs maisons et que les gardes forestiers les ont menacés en leur disant qu'ils devaient quitter les lieux parce que le territoire était un secteur forestier. Un grand nombre de terrains agricoles sont devenus forestiers avec une dégradation du sol. L'établissement de l'industrie forestière a par la suite touché beaucoup de gens avec des effets sociaux, environnementaux, politiques et territoriaux.

Quels facteurs ont contribué au maintien de ce modèle forestier ?

Les sociétés forestières, et les entreprises capitalistes en général, sont en constante reconversion pour redorer leur image. D'un côté, ils comptent sur des instruments comme la certification FSC (Forest Stewardship Council) qui leur permettent de vendre leurs produits à meilleur prix, en affirmant qu'ils travaillent de manière ordonnée, en respectant l'environnement et sans conflits avec les communautés voisines. Tout cela est faux.

La société forestière propose maintenant un projet de parc éolien. En 2019, la forestière Arauco a présenté le projet M.A.P.A. qui comprend l'agrandissement de l'usine de cellulose déjà située dans le golfe d'Arauca et un parc éolien baptisé Viento Sur. En avril 2022, nous avons été invités à participer au processus de consultation des autochtones et des citoyens. Nous leur avons dit que le projet prévoyait d'installer une des éoliennes sur un *Rewe* (autel sacré mapuche). Tout comme dans le monde *wingka* (non mapuche) il y a des églises et des mosquées, nous mobilisons notre spiritualité à l'aide de *Rewes*. Le projet éolien propose quelque chose de très violent ; pour nous il est inconcevable de permettre que cela se produise. Et même si nous leur avons procuré toute l'information, ils n'ont tenu compte d'aucun de nos arguments.

De plus, le capital privé profite des communautés que nous appelons yanakona (Mapuches qui trahissent leur peuple). Ce sont des communautés proches des intérêts du capital qui ont négocié par exemple l'agrandissement du projet M.A.P.A. Les entreprises offrent une compensation économique à ces communautés, mais à ce jour, nous n'avons vu qu'une seule d'entre elles qui est sortie de la pauvreté avec des miettes que leur a données l'entreprise. Mais cela semble être une stratégie ; ces communautés sont achetées à travers leurs dirigeants. C'est ainsi que le tissu social mapuche s'étiolle.

Et cela ne se passe pas seulement au Chili, mais bien partout en Amérique latine. Le capitalisme latino-américain est médiocre : il se contente toujours de vendre la matière première le plus rapidement possible. Il ne cherche pas à générer des investissements de manière que les peuples puissent aussi être les propriétaires de cette ressource. Ainsi, l'État stagne dans la médiocrité, avec ses propres gens, en générant des politiques de développement qui favorisent ces grandes sociétés pour résoudre les problèmes. Par exemple, l'État veut que l'entreprise forestière privée résolve le problème de l'emploi. C'est pourquoi il leur cède la place pour qu'ils inaugurent des centres culturels et sportifs. Ainsi, l'État permet et facilite les interventions des sociétés privées dans le tissu social. Grâce à la propagande et aux médias, ces sociétés occupent tout cet espace médiatique.

Comment vous organisez-vous pour combattre les effets de ce modèle et obtenir la souveraineté ?

Le Peuple Mapuche s'est organisé avec la tenue de *Trawuns*, des assemblées communautaires. Le *Trawun* est une instance pour décider quelles actions seront prises. À l'occasion d'un *Trawun*, nous avons convenu d'engager un processus de contrôle territorial dans lequel nous avons occupé les terrains que nous avions désignés pour leur récupération et par conséquent éloigner la société

forestière, même si nous risquons d'être persécutés, emprisonnés et même tués. Aujourd'hui, le *Lov Paillakawe* contrôle environ mille hectares, et l'ensemble des loys et communautés voisines du golfe d'Arauca contrôlent un total de 7 000 à 8 000 hectares. Depuis trois ans, la société forestière n'a pas pu entrer dans les territoires que nous contrôlons, sauf lors d'une confrontation qui a eu lieu dans le *Lov Vilo* dans le secteur de Huape, lorsque des carabiniers, la police militaire, a tenté de pénétrer le territoire récupéré avec des véhicules blindés.

Ces récupérations ont cours depuis plus de 20 ans dans d'autres territoires plus au sud dans la province d'Arauco. Le Consejo de Todas las Tierras (Conseil de toutes les terres) et surtout la Coordinadora Arauco Malleco présentent ces initiatives comme des processus de contrôle territorial. Le contrôle territorial signifie rester dans le territoire, y faire notre vie et exercer la souveraineté dans cet espace. Et c'est ce que nous faisons : champs pour la semence de pommes de terre, de pois, et de haricots, l'élevage de poules et d'un porc. Mais ces actions ont des conséquences : pour avoir pénétré dans un champ et y rester, la société forestière recourt aux autorités pour nous criminaliser, notamment les dirigeants, avec des poursuites pénales pour usurpation. Nous subissons aussi d'autres formes de harcèlement, à l'aide de drones et d'hélicoptères, de persécutions et même de tirs de projectile de la part des gardes forestiers. Tous ceux et celles qui participent aux processus de récupération territoriale, nous savons que nous nous exposons à cela.

Quels sont les principaux défis de cette lutte ?

La militarisation constitue un défi même avec ce gouvernement que dirige (Gabriel) Boric. Nous prévoyons que tout au long de ces quatre années de gouvernement, [le Wallmapu sera militarisé](#). La presse ne parle pas beaucoup de cette zone du golfe d'Arauco, même si lorsque nous nous mobilisons dans la rue, ils nous qualifient de violents, de terroristes ou tout récemment de narcotrafiquants. Ici, la seule violence qui est exercée est celle des entreprises et des gardes forestiers. Un autre de nos défis consiste à surmonter les stratégies de la société pour créer des divisions et coopter les dirigeants. Et il y a aussi le colonialisme qui continue d'être très présent.

Quelles sont les mesures concrètes que l'État et d'autres institutions peuvent prendre pour prioriser le droit des peuples de décider ?

Tout comme le *Lov Paillakawe*, nous considérons que la seule mesure vraiment efficace que l'État chilien pourrait appliquer, c'est l'expropriation des terres de ces grandes sociétés forestières. Même s'il existe des mécanismes de restitution de terres à travers la CONADI (Corporación Nacional de Desarrollo Indígena), ceux-ci sont obsolètes. Les derniers gouvernements ont augmenté la contribution pour l'achat de terres, mais en réalité, de moins en moins de terres sont achetées parce que les propriétaires légaux de ces terrains en augmentent le prix. Ainsi, la superficie des terres restituées ne peut dépasser trois hectares. Les Mapuches, nous avons toujours critiqué cette méthode de gestion du territoire parce qu'elle est très mesquine et ridicule : le *lov* est une forme de vie communautaire, une forme politique et familiale pour développer un territoire, lequel est un grand espace. Il ne peut pas se développer dans trois hectares, mais bien dans un territoire, avec des éléments physiques, naturels et spirituels dont les Mapuches ont

besoin pour s'épanouir. C'est pourquoi le Peuple Mapuche ne valorise pas cette forme de restitution de terres appliquée ces dernières années. La solution la plus révolutionnaire serait que l'État exproprie les terres forestières de grands propriétaires terriens pour qu'elles soient gérées par les communautés.

Une autre mesure qu'il faudrait prendre est que les recommandations des consultations relatives à la [Convention 169](#) de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur les peuples autochtones et tribaux soient d'application obligatoire, pas seulement dans le cas du Peuple Mapuche, mais aussi pour tous les peuples autochtones.

Comment imaginez-vous un avenir de souveraineté territoriale ?

La majeure partie du territoire que le *Lov Paillakawe* contrôle aujourd'hui est composée d'espaces en altitude et de montagnes qui font partie de la chaîne côtière. Il y a environ 200 hectares de forêt indigène, riche en biodiversité, mais le reste est, ou était, en monoculture. Même s'il s'agit de terrains montagneux, à certains endroits, on peut pratiquer une agriculture familiale de subsistance, de *loy* ou de *Trafkintu* (échange) de produits, comme le faisait le Peuple Mapuche avant l'invasion européenne ou même inca, avec une production agricole à petite échelle de maïs, de différents types de légumes, de fèves et de haricots. Ainsi, nous rêvons à une agriculture familiale et locale, avec des produits de la zone et sans application de produits agrochimiques, qui nous donnerait de la stabilité et nous permettrait de voir grandir nos familles sans disette et sans être vus comme des esclaves des grands propriétaires terriens. Et aussi de contribuer au reste de la population. Notre Peuple Mapuche peut aussi offrir du blé et des pommes de terre aux cuisines collectives. Voilà ce que nous voulons, retourner à la souveraineté alimentaire pour nous et la population des différents villages.

Dans les espaces où le retour à ce mode de production biologique s'avère difficile, la monoculture pourrait être acceptable, non pas à grande échelle selon le modèle des sociétés forestières ici dans la zone, mais bien à très petite échelle d'un ou deux hectares, pour la production de bois pour la cuisson, la construction de petites structures en bois et l'amélioration de la *ruka* (maison), en évitant ainsi la coupe de la forêt indigène à ces fins. Et en laissant aussi des espaces intacts de forêt naturelle, des espaces exclusifs réservés à la *Ñuke Mapu* (Terre Mère) où nous pratiquerions notre spiritualité, pour célébrer le *Trawun*, la *Ngillatun* (cérémonie mapuche), le *Palín* (jeu pour renforcer les alliances entre les différents *lov*). C'est ce que nous voulons reconstruire.

Marien González-Hidalgo

Chercheuse associée à la Direction du développement rural de l'Université suédoise de Sciences agraires (SLU).

Avant, pendant et après la victoire pour la défense de la vie au Panama

L'année 2023 s'est terminée avec une victoire de la lutte populaire pour la défense de la vie au Panama avec une répercussion dans de nombreux endroits de la planète qui sont le théâtre de processus de défense territoriale et de résistance face aux conflits environnementaux.

La mobilisation massive et permanente du peuple panaméen contre l'extraction minière dans une zone environnementale importante et sensible de son territoire a conclu à la déclaration de l'inconstitutionnalité du contrat « Loi 406 » qui permettait les opérations de l'entreprise minière « Cuivre Panama » (Cobre Panama), subsidiaire d'une des plus grandes firmes extractrices de ce minéral sur la planète, First Quantum Minerals (FQM), dont le siège se trouve à Toronto, au Canada. Cette inconstitutionnalité signifie entre autres, la cessation des opérations de la firme et la fermeture de la mine.

Ce résultat est un précédent précieux pour des milliers de processus de défense territoriale sur la planète et montre qu'il est possible de parvenir à la victoire, notamment face aux corporations qui se pensent très puissantes.

Toutefois, cela n'est pas que le résultat des actions et mobilisations des cinq semaines entre octobre et novembre 2023. En effet, d'importants antécédents peuvent être analysés.

Que s'est-il passé avant ?

La problématique remonte au début des années 1990, au moment des prospections et des études pour l'exploitation minière. Parallèlement, débute aussi la résistance de la part des communautés et organisation inquiètes des impacts à venir. En 1996, on donna la concession à l'entreprise minière Petaquillo pour l'extraction de l'or, qui ensuite s'agrandit à l'exploitation de cuivre qui, plus tard, finit par céder la concession à l'entreprise minière Panama, subsidiaire de FQM.

L'inquiétude était en lien (entre autres) avec la localisation même de la mine se trouvant au cœur de territoires jouissant d'une grande diversité biologique. La Mésoamérique unit deux immenses masses continentales, qui dans des zones géologiques antérieures étaient séparées. Or, en raison de l'affleurement de ce territoire, ces zones géologiques sont devenues un pont pour la connexion et l'échange de populations de plantes et d'animaux, qui atteignent au Panama, leur point le plus étroit. Cela crée donc une logique d'entonnoir où se concentre une grande partie de la biodiversité du sous-continent. Ce lieu est aussi le territoire de populations indigènes, de communautés locales et paysannes. La diversité n'est donc pas seulement biologique mais aussi culturelle.

La mobilisation sociale commença. Il y a une vingtaine d'années, une commission en faveur de la fermeture de la mine vit le jour. À ce moment-là, l'engagement était moindre car les communautés croyaient en les promesses de l'entreprise minière concernant le développement d'emploi et de

d'amélioration des conditions de vie. Comme c'est généralement le cas avec ce type d'entreprises, ces promesses ne se concrétisèrent pas et générèrent du mécontentement, de l'indignation et de la mobilisation. En 2012, une loi nommée populairement « loi du chorizo » a été adoptée. Cette loi cherchait à approuver la mine dans les cantons du Panama. Cela a entraîné une plus grande mobilisation sociale. Puis, à la sortie de la pandémie, le gouvernement a imposé un discours de dynamisation de la mine pour œuvrer à la récupération économique du pays, ce qui a nourri les inquiétudes. C'est ainsi qu'en mai 2021, s'est formé le mouvement « Le Panama a plus de valeur sans entreprise minière » qui regroupait plus de quarante organisations comme l'explique Damaris Sánchez, activiste environnemental de Fundiccep. Cette même année, une proposition de moratoire sur la mine métallique a été refusée alors même que le gouvernement continuait de manière acharnée dans son projet.

Le projet qui vient d'être stoppé concernait initialement une superficie moindre mais il englobait tout de même près de 12 955 hectares et se trouvait sur trois zones protégées : le Parc National Général de division Omar Torrijos, le Parc National Santa Fe et la zone d'Usages Multiples de Donoso. Ces zones protégées faisaient partie du couloir biologique méso-américain (CBM), une stratégie lancée au début des années 2000 dans le but de garantir notamment la connectivité écosystémique du Darién, au Panama, jusqu'à la Selva Maya au Mexique. Le CBM englobe des aires protégées pour réduire les menaces sur la biodiversité et cherche à générer des opportunités économiques et sociales aux populations bien que cela ne fonctionne pas toujours de la manière souhaitée.

Depuis 1997, la mine opère dans la zone bien que de manière interrompue, notamment en raison des multiples procès à son encontre. Or, cela n'a pas empêché les sérieux impacts environnementaux. Les communautés proches de la mine ont porté plainte et ont réalisé de multiples recours au Ministère de l'Environnement du Panama concernant les changements dans les caractéristiques des analyses de corps d'eau. Cela n'a même pas donné lieu à une inspection. En 2021, un tuyau s'est rompu, ce qui a généré des fuites dans le fleuve Pifá (1).

Dans le cadre de la Journée de la Terre en 2022, le mouvement « Le Panama a plus de valeur sans entreprise minière » a présenté l'analyse de plusieurs rapports du Ministère de l'Environnement dans lequel, même le ministère, témoigne de multiples impacts et d'irrégularités du projet Cuivre Panama (2). On y retrouve notamment le fait que l'entreprise décharge des résidus dans des corps d'eau sans permis du ministère en engageant de possibles pollutions dangereuses de types métaux lourds. A ce moment, les irrégularités étaient au nombre de 200, certaines déjà identifiées dans de précédents rapports. La mine avait également une dette s'élevant à plus de 11 millions de dollars envers le Ministère.

Ce qui attire spécifiquement notre attention, ce sont les impacts sur la Selva et sur la couverture végétale, notamment la taille d'arbres de 876 hectares au-dessus de la superficie autorisée atteignant ainsi près de 3000 hectares affectés par le projet. A cela, il faut ajouter l'irrégularité des engagements en matière de reforestation qui faisaient partie de l'étude d'impact environnemental (EIA). En ce sens, nous avons identifié des failles dans la reforestation de 1300 hectares pour la période allant de 2012 à 2015 (3). Il faut insister sur le fait que ladite reforestation est incluse

comme une mesure de compensation pour la destruction de la végétation (nommée « taille autorisée ». En 2016, WRM avait visité la zone avant le commencement du projet minier et avait déjà averti sur l'usage de la compensation utilisée comme une stratégie pour viabiliser l'exploitation minière dans des zones protégées (4). Les promesses de l'entreprise incluaient le suivi des standards de la Corporation Financière Internationale qui lui avaient permis de baser ses plans de compensation en perte de biodiversité en mettant en valeur sur sa page Web un prétendu engagement à maintenir un impact net positif sur la biodiversité et devenir ainsi un leader mondial dans la gestion de la biodiversité.

En 2017, une condamnation d'inconstitutionnalité fut émise quant à l'opération du projet minier. Celle-ci ne fut pas publiée dans la Gazette officielle de l'État et est donc restée sans effet. La publication eut lieu seulement en 2022 et la réponse de l'actuel gouvernement fut d'entamer de nouvelles négociations avec l'entreprise minière dans le but d'établir un nouveau contrat, comme l'explique le leader et activiste communautaire Ruben Bernal.

Qu'est-ce qu'il s'est passé pendant ?

En octobre 2023, une mobilisation sociale de grande ampleur a débuté. Elle fit la une des actualités internationales tant par sa magnitude que par la répression et la criminalisation dont elle fut l'objet. De la même manière, les fruits de cette lutte furent salués.

Le gouvernement et l'entreprise minière tentaient de faire valider un contrat inconstitutionnel en corrigeant les erreurs du précédent et en ayant recours à une agressive campagne publicitaire qui montrait par divers moyens de communication les supposés bénéfices de l'exploitation sur la population. Pourtant, les raisons de l'inconstitutionnalité demeuraient. Pendant les débats à l'Assemblée, on compta de nombreuses interventions pour et contre. Un aspect positif en ressortait néanmoins : les communautés de tout le pays étaient très au courant de ce qui était en train de se passer. Probablement par crainte de cette situation comme l'expliquait Damaris Sánchez, le processus fut stoppé et des visites privées sur la zone du projet furent organisées. En reprenant les débats, on empêcha l'entrée du public, puis en seulement trois jours, tout le processus qui était censé prendre bien plus de temps, prit fin avec l'approbation du contrat le 20 octobre 2023. Cette fois-ci, la Gazette Officielle n'oublia pas de le publier.

Les organisations et mouvements sociaux, non sans difficulté, réussirent à obtenir le texte et à l'étudier. Ils purent présenter à la société panaméenne les points les plus problématiques comme par exemple l'extension du contrat à 60 ans, l'interdiction de passage sur l'espace aérien de l'opération du projet, l'agrandissement de 5 000 hectares pour la concession, la possibilité d'exploitation non seulement du cuivre mais aussi de l'or et d'autres matériaux ou encore l'interdiction de mobilisation de la population. Finalement, ce projet fut clairement déclaré comme une enclave coloniale.

Pendant ce temps, la jeunesse dans la ville de Panama a dynamisé la résistance en jouant un rôle fondamental dans la victoire. On peut citer le cordon établi sur le siège de l'Assemblée en exigeant que l'on écoute le peuple ce qui fut utilisé comme une excuse pour lancer la répression durant

laquelle un des jeunes a perdu un œil en raison de l'action des agents de l'État. Cela n'a fait qu'augmenter l'indignation de la population, qui souffrait déjà de l'inflation. Le 23 octobre, les gens sont sortis dans les rues, dans les champs, sur les routes et même jusqu'à la mer sans cesser de se mobiliser jusqu'au 28 novembre, date à laquelle la Cour Suprême de Justice a émis la faute d'inconstitutionnalité du contrat.

La première semaine jusqu'au 29 octobre fut primordiale. Le président a fait plusieurs allocutions dans lesquelles il menaçait de judiciariser la lutte et de proposer un référendum, ce à quoi le peuple a répondu que la mobilisation de la rue était très claire sur la question. La résistance s'est accentuée et est parvenue à paralyser non seulement la capitale mais aussi de très nombreuses activités du pays comme en témoigna le blocage de la route Panamericana, axe central du pays.

Les formes de résistance furent diverses, il y a eu des manifestations, des vigies des blocages. Les travailleurs du port maritime où opérait l'entreprise minière ont traversé sur leur barque pour empêcher l'entreprise d'extraire les minéraux. Enfin, les médecins et les professeurs se sont ajoutés à cette lutte. Les écoles se sont mises en grève. Les populations des zones de Colón et les districts de Donoso et d'Omar Torrijos, ainsi qu'une partie de Veraguas n'ont pas toujours participé à la résistance. En effet, certains croyaient aux promesses de travail et d'amélioration de leurs conditions de vie. Pourtant, lors de cette dernière lutte, ils eurent un positionnement très ferme. On estime que certains jours, plus de 250 000 personnes étaient mobilisées. Tout le pays s'est alors vu paralysé jusqu'à ce que la volonté populaire se fasse entendre.

Ni la rigueur de la répression ni la judiciarisation de la lutte ne purent mettre un terme à la mobilisation. Quatre personnes ont été assassinées et plus de mille ont été incarcérées pendant les manifestations.

La pression et la vigilance envers la Cour Suprême de Justice fut impressionnante. Un campement fut installé autour de son siège pendant douze jours afin de souligner que le peuple l'observait et attendait leurs décisions. Le message était clair : si l'entreprise gagnait malgré l'inconstitutionnalité, ce qui se passerait dans la rue serait sans précédent et aurait des répercussions de grande magnitude.

Le 28 novembre 2023, la Cour a rendu son jugement : le contrat de Cuivre Panama est inconstitutionnel. Cela a donc légitimé la lutte dans les champs, dans les mers et dans les rues. Vingt-cinq articles du contrat étaient inconstitutionnels. Les plaintes pour l'impact environnemental furent prise en considération par la Cour qui a aussi pris en compte le manque de d'autorisation publique et de consultation citoyenne. Le jugement aboutit même à un ordre de fermeture de la mine de l'entreprise minière. Une décision sans précédent dans le pays centraméricain.

Défis et avenir

La compagnie minière First Quantum, au moyen de Cobre Panama, a fait savoir que « la transparence et la garantie de la loi ont toujours été fondamentaux pour le développement de ses opérations et demeure disponible pour un dialogue constructif afin de parvenir à des consensus ».

Finalement, ce que l'entreprise nomme « dialogue constructif » s'est finalement avéré être une plainte à la Cour Internationale d'Arbitrage de la CCI (5).

Il faut également souligner l'existence de divisions communautaires accentuées et entretenues par les secteurs privés qui montrent bien l'importance de recomposer le tissu social dans certaines zones. Malgré cela, à l'issue de cette lutte, l'évaluation réalisée par la population et plus que positive.

La victoire du peuple du Panama est un exemple pour ceux qui défendent les forêts, les territoires et la dignité des peuples qui y habitent en plus d'être une inspiration pour les luttes et les résistances globales.

Cette lutte et son aboutissement représentent un point d'inflexion dans l'histoire politique du Panama. L'indifférence a été vaincue. Ceux qui auparavant ne participaient pas, se sont engagés intégralement dans le processus de lutte. La communication a eu un caractère résolument populaire qui a témoigné d'une grande autonomie en termes de couverture médiatique, en rupture avec les médias de communication traditionnels et d'entreprises.

La lutte continue dans le futur pour que la mine soit interdite dans la Constitution
Secrétariat International de WRM

WRM International Secretariat

(1) Article [“Panamá: un grito por la justicia ambiental y contra la minería metálica”](#), en Hora Cero, por Krissia Girón.

(2) Déclaration du mouvement [« Le Panama a plus de valeur sans entreprise minière »](#)

(3) Ídem 2.

(4) Article [“Las compensaciones ambientales en Panamá: una estrategia que abre áreas protegidas para la actividad minera”](#), del Boletín del WRM, por Teresa Pérez

(5) Article [“Panama Protestors Defeat First Quantum Minerals' Copper Mine”](#), at CorpWatch, by Paula Reisdorf.

RECOMMANDATIONS

Abus sexuels systémiques dans le cadre d'un projet renommé de « compensation » carbone au Kenya

Dans le sillage d'une année pleine de scandales impliquant des projets de type REDD, ce rapport du Centre de Recherches SOMO publié en novembre 2023, révèle comment l'entreprise nordaméricaine Wildlife Works est responsable de graves violations des droits de l'homme dans le cadre du projet Kasigau au Kenya. Le rapport s'appuie sur les témoignages de dizaines de membres des communautés locales qui ont fait état de harcèlement et d'abus sexuels généralisés de la part d'employés seniors de Wildlife et de gardes du projet. Ce rapport vient démontrer encore une fois qu'au sein de la société patriarcale dans laquelle nous vivons, les femmes sont toujours les plus touchées, en particulier dans les initiatives et les mécanismes où elles sont reléguées à des rôles passifs. [Accédez au rapport ici.](#)

Déclaration de solidarité avec la lutte décoloniale du peuple palestinien

Réunis lors du Deuxième Forum Social Thématique sur l'Exploitation Minière et l'Économie Extractive, qui s'est tenu en Indonésie en octobre 2023, des représentants de communautés et d'organisations du monde entier luttant contre l'exploitation minière et ses impacts se sont rencontrés pour partager, apprendre et élaborer des stratégies autour du droit de dire non à l'extractivisme. À l'issue de la réunion, les membres du réseau Yes to Life, No to Mining et d'autres participants ont exprimé leur solidarité avec le peuple palestinien et sa lutte pour l'autodétermination dans une déclaration qui établit un lien entre le colonialisme, l'exploitation minière, la militarisation et la guerre, et souligne que l'unité entre tous ceux qui en subissent les conséquences et cherchent à les vaincre est essentielle. [La Déclaration est encore ouverte aux signatures ici.](#)

Outils pour lutter contre les fausses solutions climatiques

La liste des documents mis à disposition par les Amis de la Terre International en novembre 2023 est un outil très utile pour les organisations et les militants engagés qui s'opposent aux fausses solutions climatiques. La publication est divisée en trois parties : premièrement, elle présente un inventaire de preuves démontrant les impacts de ces fausses solutions à travers le monde ; deuxièmement, elle rassemble une liste de liens vers des rapports, des résumés, des articles et des matières sur le thème ; et troisièmement, un guide pour comprendre les différents mécanismes, toujours complexes, qui alimentent dangereusement les marchés de carbone. [Accédez aux documents ici.](#)

Atlas des pesticides

Les pesticides sont utilisés dans le monde entier en quantités toujours croissantes et sont présentés par l'agro-industrie comme s'ils étaient une composante inévitable de la production alimentaire. Lancée en décembre 2023, l'édition brésilienne de l'Atlas des Pesticides de la Fondation Heinrich Böll, est la dernière version en date de cette publication, elle a été adaptée et lancée dans plus de huit pays et cinq langues différentes au cours de l'année écoulée. Le matériel

présente une vue d'ensemble de la question, avec des données sur l'utilisation et les impacts des pesticides sur l'agriculture, la santé et l'économie entre autres. [Accédez aux documents ici.](#)

**Les articles du bulletin peuvent être reproduits ou diffusés en mentionnant la source suivante :
Bulletin 268 du Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM) : « L'arnaque verte :
oppression, conflits et résistance » (<https://wrm.org.uy/fr/>)**

[Inscrivez-vous au Bulletin du WRM](#)

***Le Bulletin cherche à appuyer et à soutenir les combats des peuples
qui défendent leurs forêts et leurs territoires. L'inscription est gratuite.***

**¿Vous avez manqué le dernier numéro du Bulletin WRM intitulé
« *Réflexions, témoignages et luttes contre la violence de l'économie verte* » ?
Vous pouvez le consulter, ainsi que tous les précédents numéros du bulletin WRM, en cliquant sur ce lien**

Bulletin du Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (WRM)

Ce bulletin est également disponible en anglais, espagnol et portugais

Editeur: Joanna Cabello

Appui éditorial: Diego Cardona, Lucía Guadagno, Eduardo Hoppe Oderich, Jutta Kill, Winfridus Overbeek et Teresa Pérez

Secrétariat International du WRM

Av. Bolivia 1962 Bis, CP 11500 Montevideo, Uruguay

Tel/fax: +598 26056943

wrm@wrm.org.uy

<http://wrm.org.uy/fr/>